

Cauchemar en vue

Autour de Gentilly-2, les taux de cancers infantiles dépassent de 27% la moyenne québécoise

Le Devoir : [Louis-Gilles Francoeur](#) 1 septembre 2012 [Actualités sur l'environnement](#)

Photo : Les Productions de la ruelle

«Si vous voulez fonder une famille, ne le faites pas à Bécancour ou dans un rayon de 10 km», dit le Dr Ian Fairlie, radiologiste et spécialiste britannique des radiations attaché au Parlement européen.

Gentilly or Not to be est un film-choc que le grand public n'aura pas l'occasion de voir avant l'élection de mardi. Or, il plonge dans le débat en cours sur le nucléaire et réfute avec force les propos rassurants que servent régulièrement Hydro-Québec et le gouvernement Charest sur l'absence de dangers pour la santé publique liés au prolongement de la vie utile de la centrale nucléaire de Gentilly-2 (G2).

Ce documentaire de Guylaine Maroist et d'Éric Ruel, des Productions de la Ruelle, révèle à partir de documents publiés en 2011 par les services trifluviens de la santé que le taux de cancer et de leucémie à proximité de la centrale chez les moins de 20 ans dépasse de 27 % la moyenne québécoise. On devrait s'attendre à 29,1 cancers dans ce secteur, alors qu'on en a dénombré 40. Ce qui ne serait « pas statistiquement significatif ».

« La centrale est fiable. Elle est sécuritaire », martèle l'ancienne ministre des Ressources naturelles et de la Faune, Nathalie Normandeau, se faisant l'écho de propos similaires de la bouche du premier ministre Jean Charest et du président d'Hydro-Québec, Thierry Vandal.

La version cinématographique de ce documentaire, qui sera en salles quelques jours avant sa diffusion à la télé publique, se termine sur une scène filmée chez Bélanger Métal, à Trois-Rivières. On y voit dans un conteneur les restes déchiquetés d'un réservoir qu'une « firme d'ingénierie » lui a refillé à des fins de recyclage. Ces déchets se révèlent être radioactifs malgré tous les contrôles provinciaux et fédéraux. Des déchets à ce point dangereux - ceux-là proviendraient du démantèlement de la défunte centrale G1, démolie parce que trop dangereuse ! - sont censés n'aboutir que dans des sites autorisés. Mais en dehors des terrains de la centrale G2, il n'y en a aucun, en attendant que soit créé un site d'élimination définitif au Canada.

Ce serait d'ailleurs pour permettre au Québec de demeurer en lice pour obtenir le douteux privilège de devenir la « poubelle nucléaire » du Canada, que le gouvernement Charest et Hydro-Québec ont demandé et obtenu le feu vert de la Commission canadienne de sécurité nucléaire (CCSN), et ce, afin de prolonger jusqu'en 2040 la vie de cette centrale, qui devait fermer ses portes en 2008. Voilà ce qu'affirme dans le documentaire l'ancien ministre de l'Environnement du Québec dans le cabinet Charest, Thomas Mulcair, aujourd'hui chef du NPD fédéral.

Tout ça, affirme l'ancien membre du cabinet Charest, « c'est arrangé avec le gars des vues ! Il n'y a aucune justification possible [à relancer G2] autre que le fait qu'on cherche justement à utiliser le Québec comme poubelle ultime pour les déchets de l'ensemble du Canada. Il y a un plan bien arrêté. [...] La clé de voûte pour ceux qui veulent que ça aille au Québec, c'est G2. C'est la condition sine qua non » pour pouvoir créer un dépotier nucléaire dans la portion québécoise du Bouclier canadien pour les déchets radioactifs des 18 réacteurs construits au Canada.

Un danger bien réel

Le ministre allemand de l'Environnement et de la Sécurité nucléaire, Jim Trittin, explique dans ce film pourquoi l'Allemagne a décidé de fermer ses centrales nucléaires et de passer aux énergies vertes. L'État allemand, dit-il, a découvert après une vaste étude que dans un rayon de 5 km de la centrale de Geesthacht, près de Hambourg, « l'incidence de la leucémie était significativement plus élevée chez les enfants ».

« Même s'il n'a pas été prouvé hors de tout doute que la centrale en était la cause, ajoute-t-il à l'écran, il était de notre devoir d'adopter une approche préventive en matière de santé ». Selon cette étude, le taux de cancer commençait à augmenter à 70 km de la centrale. Le taux grimpe à 110 % à 30 km, à 126 % à 30 km et à 220 % à moins de 5 km.

Pour le Dr Ian Fairlie, radiologiste et spécialiste britannique des radiations attaché au Parlement européen, « ces études sont intéressantes pour le Canada, car les réacteurs allemands émettent les mêmes radionucléides », dont le tritium constitue un des éléments les plus dangereux.

Si on compare les concentrations de tritium autour des centrales allemandes et canadiennes, précise-t-il, « au Canada, elles sont de 20 à 30 fois supérieures ».

C'est pourquoi le Dr Fairlie affirme sans détour que « dans un rayon de 10 km autour du réacteur, il ne devrait pas y avoir de femmes en âge de procréer. Elles devraient quitter la région. Dans un rayon de 5 km, les gens ne devraient pas consommer les aliments du potager. [...] Si vous voulez fonder une famille, ne le faites pas à Bécancour ou dans un rayon de 10 km ».

Hydro-Québec soutient pour sa part que G2 respecte les normes, mais encore faut-il savoir lesquelles. En Californie, précise le documentaire, la norme de rejet de tritium est de 15 becquerels par litre d'eau, en Europe de 100 et au Canada de 7000, soit 467 fois plus. Autour de G2, selon les rapports de la centrale, les concentrations iraient de 2000 à 3000 becquerels par litre d'eau. La centrale en rejeterait un trillion par jour, moitié dans l'air, moitié dans l'eau.

Le directeur de la santé publique de la région trifluvienne, le Dr Gilles Grenier, estime pour sa part qu'on ne peut pas se fier aux études allemandes, étasuniennes ou même celles faites au Canada avec des populations importantes, donc statistiquement significatives, même si elles constatent une augmentation des cancers et des leucémies infantiles autour des centrales nucléaires.

« Ce n'est pas responsable de faire une extrapolation de la sorte et de dire que vivre autour d'une centrale nucléaire au Québec, comme G2, c'est dangereux. On n'a pas de données scientifiques pour appuyer ces affirmations-là. On est catégoriques là-dessus », dit-il.

Pourtant, c'est dans un document de ses propres services - intitulé Surveillance des nouveaux cas de cancer par municipalités autour de la centrale G2/2000-04 - qu'on apprend que le taux de cancer décelé autour de la centrale dépasse de 27 % la moyenne provinciale, ce qui se compare aux études considérées comme statistiquement significatives.

Parmi les graves anomalies de santé répertoriées dans un rayon de 10 km de la centrale, on retrouve trois enfants, sans lien de parenté, nés sans orifice anal. Sur la seule rue Des Glaïeuls, non loin de G2, sur 11 grossesses qui se sont soldées par des avortements spontanés, le documentaire recense 5 avortements avec malformations congénitales multiples.

Ce qui amène le Dr Éric Notebeart, professeur de médecine à l'Université de Montréal, à dire des impacts du tritium : « Quand on parle d'une maladie qui tue, ben là, le principe de précaution doit s'appliquer. Faut se mettre tous ensemble et faire comprendre au gouvernement que ça n'a pas d'allure, et si le gouvernement ne comprend pas, faut changer de gouvernement et trouver un gouvernement [...] qui va comprendre le bon sens. »

Dans l'élection en cours, le Parti québécois s'engage à fermer G2 et, partant, la filière nucléaire au Québec. Les libéraux de Jean Charest ont plutôt piloté le dossier de la reconstruction de la centrale jusqu'au feu vert fédéral. Quant au chef de la CAQ, François Legault, il vient d'affirmer au Nouvelliste que ne pas restaurer G2 serait « irresponsable », en raison, notamment, des 800 emplois qui en dépendent.